Gagnon, R. (1996) *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal*. Montréal : Boréal.

Jean-Pierre Charland

Volume 23, numéro 2, 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/031934ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/031934ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue des sciences de l'éducation

ISSN

0318-479X (imprimé)

1705-0065 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Charland, J.-P. (1997). Compte rendu de [Gagnon, R. (1996) *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal*. Montréal : Boréal.] *Revue des sciences de l'éducation*, 23(2), 432-434. <https://doi.org/10.7202/031934ar>

Gagnon, R. (1996) *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal*. Montréal: Boréal.

La Commission des écoles catholiques de Montréal a atteint l'âge vénérable de 150 ans en 1996. C'est ce qui l'a incitée à confier à un historien la rédaction d'une histoire de l'institution. Le défi a été relevé par Robert Gagnon. L'ouvrage privilégie certains thèmes comme «la démocratisation de l'enseignement, [les] rapports entre le développement économique et l'éducation ou encore l'instruction des immigrants». Ce sont des thèmes qu'on retrouve d'un chapitre à l'autre, tout comme des considérations sur le personnel enseignant et les programmes. L'auteur établit un lien constant entre la demande sociale d'éducation et la vie de la CECM, demande façonnée par le processus d'urbanisation et d'industrialisation. Le sous-titre, *Le développement d'un réseau d'écoles publiques en milieu urbain*, rappelle ce qu'a longtemps été la mission première de la Commission, l'enseignement aux enfants du peuple dans la seule grande ville que comptait le Québec.

L'ouvrage est divisé, selon la chronologie, en sept chapitres. Ceux-ci obéissent moins aux moments forts de l'histoire de l'institution qu'aux découpages traditionnels de l'histoire québécoise. Le premier évoque la naissance de l'institution et couvre la période 1846-1867. On peut regretter que l'auteur ne s'attarde pas plus longtemps sur les raisons qui ont incité le législateur à donner à Québec et à Montréal une organisation scolaire si différente de celle du reste de la province, à la fois résolument confessionnelle et dont les commissaires sont nommés par le conseil municipal plutôt qu'élus. De plus, comme pendant des années la Commission s'est acquittée de sa mission éducative grâce à des écoles «sous octrois» dues à l'initiative d'institutrices, il aurait été intéressant d'en savoir plus à la fois sur les établissements et sur les femmes qui les mettaient sur pied. Le second chapitre, intitulé «Développement économique et développement scolaire», sur la période 1867-1897, permet de laisser l'époque héroïque pour entrer dans celle des grandes réalisations dont l'une, l'Académie du Plateau, qui deviendra Polytechnique. Dans ces chapitres, on regrettera peut-être que l'auteur ait choisi de ne pas se pencher plus longuement sur les ententes intervenues entre les commissaires et les congrégations enseignantes.

Au XX^e siècle, la centralisation devient un enjeu majeur pour la CECM. Malgré de nombreuses résistances, elle intégrera les commissions qui se trouvent sur le territoire municipal. C'est l'objet principal du troisième chapitre, sur la période 1897-1919. Le chapitre intitulé «Le primaire supérieur: une nouvelle filière dans l'enseignement secondaire» couvre la période 1919-1945. Il s'attarde longuement sur la nécessité de démocratiser l'accès à l'éducation. Ces deux chapitres rappellent que la CECM, pendant ces décennies, multiplie les efforts pour assurer un meilleur accès à l'école pour des clientèles autrefois lourdement négligées: garçons et filles d'origine modeste, mais aussi les élèves en difficulté, souffrant de handicaps intellectuels ou physiques.

Le chapitre qui porte sur la période 1945-1961 insiste sur l'accroissement considérable de la demande d'éducation dans le contexte de la prospérité d'après-guerre. Les ouvertures d'école se multiplient pour accueillir les *baby boomers*, d'abord au primaire puis bientôt au secondaire. C'est aussi le moment de la création d'un véritable cours secondaire public. Pendant la période suivante, de 1961 à 1973, la CECM se trouve plongée dans le processus de réforme provoqué par la Commission Parent. Le dernier chapitre concerne le passé récent de la Commission des écoles catholiques de Montréal. C'est le moment d'une décroissance dramatique du nombre des élèves et de l'intégration de nombreux enfants d'immigrants dans les écoles françaises, en vertu de la Charte de la langue française.

Il est à regretter que l'auteur ne s'engage dans aucun débat sur les finalités et sur les fonctions de l'institution scolaire et qu'il ne s'explique pas sur cette omission. De plus, outre les explications un peu courtes sur la spécificité des réseaux scolaires urbains en regard de celui du reste du Québec, il passe plutôt rapidement sur la question des pédagogies. Sachant que les commissaires vont parfois s'inspirer en Europe, plus souvent aux États-Unis, à quels courants d'idées s'alimentent-ils? Quand l'auteur indique que, au début du siècle, on veut remettre l'enfant au centre de l'activité éducative, s'inspire-t-on des tenants de ce qu'il est convenu d'appeler la «pédagogie nouvelle»? Ces réformistes qui changent le visage de l'éducation au début du siècle, ne faudrait-il pas en analyser les points de vue en profondeur?

Plus délicat encore, il y a l'usage que fait l'auteur de certains travaux. J'ai vérifié les thèses de Ruby Heap et Wendy Johnston, qui couvrent ensemble la période 1897-1945. Il a beau reconnaître sa dette («Les travaux de R. Heap et W. Johnston nous ont été fort précieux...», page 359), je me demande encore s'il est légitime, dans un ouvrage de synthèse, de dépendre aussi lourdement de travaux de collègues. En parcourant le troisième chapitre, «Urbanisation et centralisation scolaire (1897-1919)», on trouve, comme dans la thèse de Heap, une description du développement urbain à Montréal (pages 17 et suivantes de la thèse), du mouvement réformiste (pages 77 et 284 et suivantes de la thèse), de la centralisation (page 274, et bien d'autres), et ainsi de suite. Il y a bien sûr de nombreuses références à cette thèse; de plus, de nombreuses références à des documents d'archives de Gagnon se trouvent aussi dans Heap. Il

faut ajouter encore le mémoire de maîtrise de Ruby Heap qui couvre la période 1870-1897 (celle du deuxième chapitre de Gagnon). Dans le cas du quatrième chapitre, «Le primaire supérieur: une nouvelle filière dans l'enseignement secondaire (1920-1945)», il y a la thèse de Johnston intitulée *L'école primaire supérieure et le High School public à Montréal de 1920 à 1945*.

Doit-on reprocher à Gagnon d'avoir suivi si fidèlement les traces de collègues? S'il le faisait en se situant dans une perspective critique, pour ouvrir avec elles un débat, cela passerait certes mieux. Il reprend plutôt l'essentiel de leurs interprétations. Je ne doute pas que Heap et Johnston, qui préparent sans doute un livre à partir de leur thèse – c'est le cas d'au moins l'une d'entre elles –, n'aimeront pas laisser à leurs lecteurs l'impression qu'elles marchent dans les brisées de Gagnon, alors qu'elles l'ont précédé.

Malgré ce qui précède, il demeure que Robert Gagnon arrive très bien à soulever l'intérêt pour l'aventure de la CECM. Il livre une synthèse efficace de l'histoire de la plus importante commission scolaire du Québec, quand on considère le personnel employé, la clientèle et le rôle moteur dans le développement du réseau de toute la province. Tous ceux et celles qui y œuvrent ou y ont œuvré, tout comme d'anciens élèves ou des parents d'élèves, y trouveront un récit bien mené sur le siècle et demi d'existence de l'institution.

Jean-Pierre Charland
Université de Montréal

* * *